

1987, chapitre 50  
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX  
JUDICIAIRES**

---

**Projet de loi 36**

présenté par M. Herbert Marx, ministre de la Justice

Présenté le 14 mai 1987

Principe adopté le 12 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

**Sanctionné le 23 juin 1987**

---

**Entrée en vigueur:** le 23 juin 1987, à l'exception des paragraphes 2° et 4° de l'article 3, qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement

---

**Loi modifiée:**

Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)







## CHAPITRE 50

### Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. T-16,  
aa. 5.3 et  
5.4, aj.

**1.** La Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est modifiée par l'insertion, après l'article 5.2, des suivants:

Cessation  
des fonc-  
tions  
de juge en  
chef

«**5.3** Un juge de la Cour municipale de Montréal, de Laval ou de Québec qui y a exercé la fonction de juge en chef pendant au moins sept ans et qui est nommé juge à une autre de ces cours municipales, à la Cour provinciale, à la Cour des sessions de la paix ou au Tribunal de la jeunesse a droit de recevoir, jusqu'à ce que son traitement de juge, suite à sa nomination, soit égal au montant du traitement et de la rémunération additionnelle qu'il recevait lorsqu'il a cessé d'exercer sa fonction de juge en chef, la différence entre ce dernier montant et son traitement.

Entente  
sur le  
régime  
de retraite

«**5.4** La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, avec l'autorisation du gouvernement, et les municipalités de Montréal, de Laval et de Québec peuvent conclure entre elles des ententes de transfert pour faire compter, à l'égard d'un juge visé par le régime de retraite des juges des Cours municipales de Montréal, de Laval ou de Québec ou par le régime de retraite prévu par la Partie VI de la présente loi, tout ou partie des années de service comptées dans un autre régime de retraite auquel participait le juge et qui était celui des juges de la Cour municipale de Montréal, de Laval ou de Québec, le régime de retraite prévu par la Partie VI de la présente loi ou le régime de retraite prévu aux articles 100 et suivants de la présente loi.

Effet Cette entente peut avoir effet à toute date antérieure qui y est fixée.

Sommes requises Les sommes nécessaires à l'application du présent article sont reçues ou payées selon les régimes de retraite concernés.

Répartition du montant Le montant représentant la contribution de l'employeur qu'une des parties à une entente visée au premier alinéa s'engage à verser est, à sa demande, réparti sur une période n'excédant pas cinq ans, avec l'intérêt au taux fixé en vertu du paragraphe *b* de l'article 246 de la présente loi. ».

c. T-16,  
a. 21, mod. **2.** L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du nombre « 132 » par le suivant : « 137 ».

c. T-16,  
a. 32, mod. **3.** L'article 32 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa du paragraphe 1°, du nombre « 82 » par le suivant : « 85 » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant :

« 1°.1 Pour le district de Longueuil, avec résidence dans la ville de Longueuil ou dans ses environs, un juge ; » ;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, du nombre « 29 » par le suivant : « 30 » ;

4° par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

« 6° Pour les districts de Saint-François et Bedford, trois juges, dont deux avec résidence à Sherbrooke et un avec résidence à Cowansville ou dans leurs environs ; ».

c. T-16,  
a. 84.11,  
mod. **4.** L'article 84.11 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Nomination à la Cour municipale « Il en est de même du juge des sessions qui a exercé la fonction de juge en chef, de juge en chef associé ou de juge en chef adjoint pendant au moins sept ans ou de juge coordonnateur pendant au moins cinq ans et qui est nommé à la Cour municipale de Montréal, de Laval ou de Québec. ».

c. T-16,  
a. 108, mod. **5.** L'article 108 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « à même le fonds consolidé du revenu » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Sommes  
requises

« Toutes les sommes payées en vertu du régime de retraite prévu par la présente sous-section sont prises sur le fonds consolidé du revenu. ».

c. T-16,  
a. 237, mod.

**6.** L'article 237 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne, des mots « à même le fonds consolidé du revenu ».

c. T-16,  
a. 246.1,  
aj.

**7.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 246, du suivant :

Sommes  
perçues  
et sommes  
requises

« **246.1** Toutes les sommes perçues en vertu du régime de retraite prévu par la présente partie sont versées au fonds consolidé du revenu. Toutes les sommes requises pour l'application de ce régime sont prises sur le fonds consolidé du revenu. ».

c. T-16,  
a. 248, mod.

**8.** L'article 248 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe e, des mots « d'un organisme représentatif des juges de ces cours » par les mots « de la Conférence des juges du Québec » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe e. 1, des mots « d'un organisme représentatif des juges de ces cours » par les mots « de la Conférence des juges municipaux du Québec ».

c. T-16,  
a. 258, mod.

**9.** L'article 258 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de ce qui suit : « un organisme représentatif des juges visés dans le paragraphe e de l'article 248, avec » par ce qui suit « la Conférence des juges du Québec, la Conférence des juges municipaux du Québec, ».

Interpré-  
tation

**10.** Aux fins des articles 10 à 17, on entend par :

« Loi de  
1978 »

1° « Loi de 1978 », la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature (1978, chapitre 19) ;

« Loi de  
1979 »

2° « Loi de 1979 », la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires, le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'autres dispositions législatives (1979, chapitre 42) ;

« juge »

3° « juge », un juge de la Cour des sessions de la paix, du Tribunal de la jeunesse ou de la Cour provinciale.

Montant  
de la rente  
minimale

**11.** À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et à l'égard d'un juge en fonction à cette date, le montant de la rente minimale visée à l'article 38 de la Loi de 1978 cesse d'être déterminé conformément à cet article et est établi à 56 % du traitement moyen des cinq années d'exercice de la charge de ce juge les mieux rémunérées. Toutefois, dans le cas d'un juge en chef, d'un juge en chef adjoint ou d'un juge qui en a eu le statut et qui est visé au premier alinéa de cet article, le montant de cette rente est établi à 63 % du traitement moyen des cinq années d'exercice de la charge de ce juge les mieux rémunérées.

Rembourse-  
ment

**12.** Le gouvernement, par l'intermédiaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, rembourse, sur le fonds consolidé du revenu, à un juge qui, conformément à l'article 39 de la Loi de 1978, a racheté la valeur d'années d'exercice de sa charge en vue d'augmenter la valeur de sa pension, les sommes versées par ce juge pour le rachat qui n'ont pas eu ou n'auront pas pour effet d'augmenter la valeur de sa pension ou d'avancer la date de sa retraite.

Intérêts

Ce juge a droit au remboursement de ces sommes, avec les intérêts courus, qu'il ait ou non cessé d'exercer ses fonctions. S'il est décédé, ce remboursement est fait aux héritiers.

Calcul  
de la  
pension

**13.** Un juge visé à l'article 42 de la Loi de 1978 et qui se prévaut du premier alinéa de cet article, reçoit une pension égale, par année d'exercice de sa charge, à 2,8 % du traitement moyen des cinq années d'exercice les mieux rémunérées. Toutefois, dans le cas d'un juge en chef, d'un juge en chef adjoint ou d'un juge qui en a eu le statut et qui est visé au deuxième alinéa de cet article, cette pension est égale, selon le plus élevé des deux montants, soit par année d'exercice de sa charge, à 2,8 % du traitement moyen des cinq années d'exercice les mieux rémunérées, soit à 63 % du traitement moyen des cinq années d'exercice les mieux rémunérées.

Calcul des  
années

Aux fins du calcul de cette pension, sont considérées comme des années d'exercice :

1° les années pour lesquelles le juge a versé une contribution suivant l'article 238 de la Loi sur les tribunaux judiciaires ;

2° les années transférées suivant l'article 38 de la Loi de 1978 ;

3° les années qui ont été rachetées suivant l'article 39 de la Loi de 1978 mais qui n'ont pas fait l'objet d'un remboursement suivant l'article 10 de la Loi de 1979.

Effet  
rétroactif

Le présent article a effet depuis le 19 juillet 1978.

Remboursement

**14.** Le gouvernement, par l'intermédiaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, rembourse, sur le fonds consolidé du revenu, à un juge qui, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, a cessé, conformément à l'article 42 de la Loi de 1978, d'exercer ses fonctions, la différence entre le montant payé en vertu de l'article 42 de la Loi de 1978 et celui payable en vertu de l'article 13.

Intérêts

Ce juge a droit au remboursement de cette somme, avec les intérêts courus. S'il est décédé, ce remboursement est fait aux héritiers.

Transmission d'un avis

**15.** Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances transmet à chacun des juges qui se sont prévalus de l'article 39 de la Loi de 1978, qu'il ait ou non cessé d'exercer ses fonctions, ainsi qu'à chacun des juges qui, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, se sont prévalus de l'article 42 de la Loi de 1978, ou, le cas échéant, à leurs héritiers, un avis qui reproduit les dispositions des articles 12 et 14 et qui indique :

1° les sommes versées par le juge pour le rachat;

2° si le juge ou ses héritiers ont droit au remboursement des sommes visées aux articles 12 et 14 ou d'une partie de celles-ci et, le cas échéant, indique le montant de ces sommes, avec les intérêts courus;

3° les motifs à l'appui de la décision de la Commission;

4° toute autre mention prescrite par la Commission.

Taux applicable aux intérêts

**16.** Le taux applicable aux intérêts mentionnés aux articles 12 et 14 est le même que celui qui est fixé en vertu du paragraphe *b* de l'article 246 de la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Période du remboursement

**17.** Le remboursement visé aux articles 12 et 14 doit être effectué au plus tard dans les trois mois qui suivent la mise à la poste de l'avis prévu à l'article 15.

Nombre de juges de la Cour supérieure

**18.** Malgré le paragraphe 1° de l'article 3 de la présente loi, le nombre de juges de la Cour supérieure prévu au paragraphe 1° de l'article 32 de la Loi sur les tribunaux judiciaires est de 86 tant que le paragraphe 2° de l'article 3 de la présente loi ne sera pas entré en vigueur.

Entrée en vigueur

**19.** La présente loi entrera en vigueur le 23 juin 1987, à l'exception des paragraphes 2° et 4° de l'article 3, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.